

Depuis quand un gouvernement ou un organisme a-t-il le droit, dans notre pays, de décider des événements auxquels les spectateurs pourront assister dans le domaine du sport professionnel? C'est tout simplement de la véritable censure. Quelle serait la réaction des gens si le gouvernement décidait arbitrairement, dans l'intérêt bien compris des Canadiens, que Radio-Canada ne serait plus autorisée à diffuser les matchs de la Ligue nationale de football en provenance des États-Unis qui coïncident avec ceux de la Ligue canadienne? Quelle serait la réaction des Canadiens si les États-Unis refusaient d'admettre nos athlètes, nos écrivains, nos artistes et autres professionnels.

Une voix: Voyons!

M. Jelinek: Monsieur l'Orateur, j'entends les railleries de certains libéraux fanfarons là-bas, mais je sais, d'après mon expérience dans ma jeunesse, avant d'engraisser, de devenir chauve et de me lancer dans les affaires et la politique, ma soeur et moi-même étions champions du monde représentant le Canada. Nous étions autorisés à nous rendre aux États-Unis, même s'il y avait beaucoup de champions du monde aux États-Unis.

Une voix: Vous étiez bien meilleur sur la glace.

M. Jelinek: Je prétends que la véritable raison de cette démarche du ministre est d'établir un précédent, afin d'empêcher la Ligue nationale de football de s'installer au nouveau stade olympique à Montréal, ce qui nuirait sérieusement sans doute à la stabilité financière des Alouettes de Montréal et mettrait en danger l'existence même de la Ligue canadienne de football. Si je parle ainsi, bien sûr, c'est que, malheureusement, les Alouettes n'ont pas obtenu la faveur de la population qu'elles méritent. Je partage certes l'inquiétude du ministre si c'était vrai, ou si, en fait, la Ligue mondiale de football même constituait une telle menace.

Il en est de même des villes de la Conférence de l'Ouest. Toutefois, la chose ne s'applique pas à Toronto. Je serais le dernier à souhaiter la disparition de la Ligue canadienne de football. Au contraire, je souhaiterais qu'on offre de nouvelles occasions aux jeunes Canadiens en favorisant une plus grande participation canadienne dans la Ligue canadienne de football. De fait, si le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social se préoccupait vraiment de la canadianisation des sports au pays, il adopterait la proposition que j'ai faite à la Chambre et augmenterait considérablement les éléments canadiens, non pas uniquement de la Ligue canadienne de football, mais aussi de tous les sports professionnels du Canada.

De toute façon, l'offre présentée par le groupe des Northmen de Toronto à la Ligue canadienne de football et au gouvernement fédéral indique clairement que la Ligue canadienne de football ne serait aucunement menacée par l'établissement d'une seule équipe de la Ligue mondiale de football. En outre, il est évident que le ministre n'a même pas étudié sérieusement l'offre en vue de protéger la Ligue canadienne de football.

Examinons brièvement l'offre présentée par écrit au ministre par la Toronto Northmen Football Team Incorporated, laquelle offre déclare entre autres:

Le ministre de la Santé a déclaré que le gouvernement du Canada était prêt à adopter des mesures législatives afin d'empêcher toute équipe de football canadienne de s'associer à toute ligue américaine, ce

Concurrence—Bill

qui ferait échouer les démarches entreprises légalement par la Toronto Northmen Football Team Inc. en vue d'acquiescer une franchise de la Ligue mondiale de football pour Toronto, pour les raisons suivantes:

1. Les Argonauts de Toronto auraient de la concurrence sur le marché torontois et par conséquent, leurs recettes pourraient diminuer. Si ces recettes diminuaient, le montant que les Argonauts paient à la Ligue canadienne de football en guise de «paiements de péréquation» diminuerait aussi et l'équilibre de la Ligue canadienne de football en souffrirait.

● (1640)

Le ministre est même allé jusqu'à dire que ce serait la fin de la Ligue canadienne de football.

Voici la réponse que les Northmen ont fait parvenir à la Ligue canadienne de football et au gouvernement fédéral:

Nous sommes d'accord pour dire qu'une nouvelle équipe à Toronto fera concurrence aux Argonauts. Nous estimons que la concurrence est saine et que Toronto pourrait facilement faire vivre deux équipes de football fonctionnant dans des ligues de football professionnel différentes. Le genre de football offert par chaque équipe serait différent et le style de football joué ne serait pas le même non plus. Nous nous attendons bien que les partisans de Toronto continuent d'appuyer les Argonauts, comme ils ont si bien su le faire par le passé. Le ministre lui-même nous a déclaré par la suite que cette seule nouvelle équipe ne détruirait pas la LCF et M. Gaudaur a fait une déclaration dans le même sens.

Toutefois, si nous nous trompons dans notre évaluation, nous sommes prêts à garantir à la Ligue canadienne de football que les «paiements de péréquation» des Argonauts pendant les dix prochaines années ne seront pas inférieurs à celui de 1973 alors que les Argonauts ont joué toute leurs parties d'avant-saison et régulières à guichet fermé. Nous sommes prêts à donner à cette garantie toute forme raisonnable que le gouvernement et la Ligue canadienne de football pourraient exiger. Cette garantie, que nous croyons superflue, devrait néanmoins apaiser les craintes du gouvernement que les «paiements de péréquation» s'en retrouveront réduits.

Monsieur l'Orateur, la stabilité financière de la LCF est-elle en quelque façon menacée? Certes pas. Tous les députés en conviendraient parce que, dès qu'on considère ces garanties comme accordées, la franchise qu'on se propose d'amener à Toronto ne nuira pas à la Ligue canadienne de football.

Il y a ensuite la deuxième objection du ministre:

La Ligue mondiale de football pourrait s'implanter à Montréal et à Vancouver et empirer la situation financière des clubs de ces villes, menaçant ainsi toute la Ligue canadienne de football.

Voici la réponse écrite des Northmen à cette objection:

Les Northmen ont tout le pays comme territoire. Les Northmen sont disposés à céder ces droits à la Ligue canadienne de football, à ses équipes individuelles ou même au Gouvernement du Canada. De cette façon, la Ligue canadienne de football et le gouvernement du Canada pourront faire en sorte qu'aucune autre équipe de la Ligue mondiale de football ne puisse être créée au Canada sans l'approbation de la Ligue canadienne de football.

Monsieur l'Orateur, il est parfaitement évident que les Northmen donnent l'assurance à la Ligue canadienne de football et au gouvernement fédéral que ce sera à la Ligue canadienne de décider si la Ligue mondiale de football doit prendre plus d'expansion au Canada. Étant donné que les Torontois encourageront deux équipes de football et tiennent à avoir deux équipes professionnelles de football, je dis que le gouvernement fédéral ne devrait pas se mêler de l'affaire parce que cela ne le regarde même pas. Cette décision ne desservira ni la Ligue canadienne de football ni les athlètes du pays. Je ne puis comprendre pourquoi le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social se met à faire de ces déclarations ridicules au sujet du football professionnel au Canada à propos de cette affaire.